

Gouverner en temps d'incertitude : Renforcer la résilience budgétaire et optimiser la dette publique

Governing in times of uncertainty: Strengthening fiscal resilience and optimizing public debt

EKRA Yapi Gabriel

Économiste politique - Analyste politique et Chercheur
Université du Québec - Montréal, Canada
École nationale d'administration publique (ÉNAP)

Date de soumission : 12/02/2025

Date d'acceptation : 13/04/2025

Pour citer cet article :

EKRA. Y.G. (2025) « Gouverner en temps d'incertitude : Renforcer la résilience budgétaire et optimiser la dette publique », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 4 » pp : 653- 675.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Face aux incertitudes économiques croissantes, cet article analyse comment les gouvernements peuvent renforcer leur résilience budgétaire et optimiser la gestion de leur dette publique. À travers une approche comparative du Brésil, du Canada et de la Côte d'Ivoire (2019-2023), marquée par la crise de la COVID-19, il explore les stratégies adoptées pour faire face aux chocs économiques. S'appuyant sur des données de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de l'International Budget Partnership (IBP), l'analyse met en évidence le rôle clé de la flexibilité institutionnelle et de l'adaptabilité des politiques publiques. En s'inspirant des expériences de la Suède dans les années 1990 et de l'Australie face aux crises de 2008 et 2020, l'article identifie les leviers d'une gouvernance budgétaire efficace en période de turbulence. Il propose ainsi des pistes pour concilier stabilité financière et capacité d'adaptation face aux crises.

Mots clés : Résilience budgétaire ; Gestion de la dette ; Incertitude économique ; Transparence budgétaire ; Participation citoyenne.

Abstract

In the face of growing economic uncertainty, this article analyzes how governments can strengthen their fiscal resilience and optimize the management of their public debt. Through a comparative approach to Brazil, Canada and Côte d'Ivoire (2019-2023), marked by the COVID-19 crisis, it explores the strategies adopted to cope with economic shocks. Drawing on data from World Bank, IMF, OECD and International Budget Partnership (IBP), the analysis highlights the key role of institutional flexibility and public policy adaptability. Drawing on the experiences of Sweden in the 1990s and Australia in the face of the 2008 and 2020 crises, the article identifies the levers for effective fiscal governance in turbulent times. It suggests ways of reconciling financial stability with the ability to adapt to crises.

Keywords: Fiscal resilience; Debt management; Economic uncertainty; Fiscal transparency; Citizen participation.

Introduction

Les gouvernements contemporains sont confrontés à une ère d'incertitude caractérisée par des crises économiques et sanitaires, des tensions géopolitiques, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des chocs externes, engendrant de nouvelles vulnérabilités et défis politiques dans un contexte macroéconomique (Martinez Peria et al., 2023). La crise financière mondiale de 2007-2008 a eu des répercussions sur les économies mondiales (Griffith-Jones & Tanner, 2016). Ces phénomènes ont intensifié les défis liés à la gestion budgétaire et l'optimisation de la dette publique, mettant à l'épreuve la résilience des institutions publiques. Alors que de nombreux pays ont dû recourir à des emprunts massifs pour atténuer les effets économiques et sociaux des crises, ces décisions ont souvent exacerbé les niveaux d'endettement, posant des questions sur la durabilité des finances publiques. Ainsi, le concept de résilience budgétaire est devenu le sujet central dans les débats sur la gouvernance économique. Il ne s'agit plus seulement de gérer les finances publiques de manière équilibrée, mais de renforcer la capacité des gouvernements à absorber les chocs et à s'adapter aux circonstances changeantes sans compromettre la stabilité financière. La capacité des gouvernements à répondre aux changements tels que la COVID-19 a été liée à la notion de résilience (Borghei Ghomi et al., 2023). Au plan budgétaire, la résilience nécessite une combinaison de politiques prudentes, de mécanismes d'ajustement flexibles et d'une gouvernance transparente qui favorise la confiance des citoyens et investisseurs (FMI, 2022b). En parallèle, l'optimisation de la dette publique demeure un impératif stratégique (OCDE, 2023). Toutefois, la quête d'optimisation ne doit pas se faire au détriment de l'équité sociale et de la participation citoyenne (Ekra, 2025). Les réformes doivent intégrer des mécanismes inclusifs pour éviter d'aggraver les inégalités (Stiglitz, 2019).

Dans un contexte marqué par une instabilité économique persistante, les défis associés à la gestion de la dette publique occupent une place prépondérante dans les préoccupations des gouvernements. En 2023, selon l'OCDE, la dette des pays s'élevait à 54 000 milliards USD, soit une hausse de 30 000 milliards par rapport en 2008 (OCDE, 2024a). La dette mondiale a atteint un niveau sans précédent dans l'histoire contemporaine, elle devrait dépasser les 100 000 milliards USD, soit 93 % du PIB en 2025, et continuer à augmenter jusqu'à la fin de la décennie, atteignant près de 100 % du PIB d'ici 2030 (FMI, 2024). Les pays où le niveau d'endettement n'est pas prévu de se stabiliser contribuent à plus de la moitié de la dette mondiale et à environ deux tiers du PIB mondial. L'incapacité de certains pays à contenir leur endettement illustre les conséquences d'une mauvaise gestion de la dette. Face à une incertitude croissante et à des

finances publiques sous pression, cet article explore la question suivante : *Comment les gouvernements peuvent-ils renforcer la résilience budgétaire et optimiser la gestion de la dette publique en période d'incertitude économique ?* L'enjeu est crucial, car le fragile équilibre entre croissance et soutenabilité de la dette conditionne la capacité des États à investir durablement dans les infrastructures, l'éducation et la santé publique. L'article examine les stratégies permettant aux gouvernements de renforcer leur résilience budgétaire et d'optimiser la gestion de la dette en période d'incertitude. Il met en évidence les meilleures pratiques de gouvernance et propose des recommandations concrètes pour améliorer la stabilité financière. Dans un contexte de volatilité économique accrue, la résilience budgétaire devient un impératif pour préserver la stabilité financière et relever d'éventuels défis économiques. L'article explore l'hypothèse que : « *la flexibilité et l'adaptabilité des politiques budgétaires constituent des leviers stratégiques pour une gestion efficace de la dette publique en période d'incertitude économique* ». Dans un premier temps, une revue de littérature situera la gestion de la dette publique face à l'incertitude économique et aux défis gouvernementaux, suivie d'une synthèse des travaux antérieurs. Ensuite, le cadre conceptuel définira les fondements théoriques et les concepts clés. Quant à la section méthodologie, elle précisera les approches retenues avant l'analyse et l'interprétation des résultats. Enfin, des recommandations seront formulées avant la conclusion.

1. Revue de littérature : Incertitude économique et gestion de la dette publique

1.1. Enjeux et impacts sur les finances publiques

L'incertitude économique façonne la gestion des finances publiques en temps de crise. Les chocs majeurs, tels que la crise de 2008 et la pandémie de COVID-19, ont illustré leur impact profond sur l'accumulation de la dette. L'instabilité économique, alimentée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et des tensions géopolitiques, entraîne une hausse des déficits publics et des coûts de financement de la dette (Brachetta & Ceci, 2021). Par exemple, la crise financière de 2008 a conduit à une augmentation significative de la dette à l'échelle mondiale en raison des mesures de relance, tandis que la pandémie a provoqué un creusement des déficits pour financer des réponses sanitaires et économiques d'urgence (Koh et al., 2020 ; FMI, 2022b). Les perturbations commerciales et les conflits internationaux, tels que la guerre en Ukraine, ont exacerbé les défis, augmentant les prix des matières premières et les taux d'intérêt, ce qui alourdit encore le fardeau de la dette (Alessandria et al., 2023 ; Balsalobre-Lorente et al., 2024). Cette incertitude a conduit à des niveaux de dette sans précédent, atteignant 100 % du PIB dans la zone euro en 2021 et 89 % en moyenne dans l'OCDE en 2022 (OCDE, 2022b, p. 20). La

dette mondiale a dépassé les 226 000 milliards de dollars en 2020, représentant 256 % du PIB mondial (FMI, 2023). Cette situation met en lumière les tensions persistantes entre les besoins de financement et les impératifs de soutenabilité, avec des répercussions potentielles sur le bien-être social en l'absence d'ajustements efficaces (Bulow et al., 2020, p. 13 ; Toth et al., 2022, pp. 419-420). Les crises ont exacerbé une dette déjà élevée (Banque mondiale, 2022 ; Levy-Garboua & Maarek, 2023 ; OCDE, 2024b). Le tableau 1 synthétise les dimensions de l'incertitude économique et leurs impacts.

Tableau N°1. Dimensions de l'incertitude économique et leurs impacts

Dimensions	Exemple	Impact
Crises économiques	Crise financière de 2008, COVID-19	Augmentation des déficits et de la dette publique
Perturbations des chaînes	Ruptures d'approvisionnement dues à la COVID-19	Ralentissement économique et baisse des recettes fiscales
Tensions géopolitiques	Guerre en Ukraine	Hausse des taux d'intérêt et des coûts de financement

Source : Auteur

1.2. Défis gouvernementaux

Les gouvernements font face à un dilemme complexe : d'une part, maintenir des dépenses publiques élevées, en particulier dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation, et d'autre part, chercher à réduire leur niveau d'endettement tout en affrontant une hausse des taux d'intérêt (Levy-Garboua & Maarek, 2023, pp. 103-104). Cette situation génère des tensions entre les priorités sociales et les exigences financières, rendant les budgétaires indispensables pour assurer la soutenabilité de la dette à long terme (Banque mondiale, 2022). Ainsi, de nombreux pays, confrontés à des défis économiques mondiaux, ont vu leur dette s'accroître (Largent, 2017), mettent en lumière la difficulté de réduire l'endettement dans un contexte de pressions budgétaires croissantes. La gestion de cette dette devient un véritable défi d'action collective, nécessitant des stratégies communes et cohérentes pour limiter les impacts négatifs sur la société (Bergh, 2022, p. 228). En outre, ces ajustements peuvent influencer les préférences des citoyens, lesquels se retrouvent souvent partagés entre des priorités immédiates et les impératifs de soutenabilité à long terme (Vrbka, 2016, p. 154). Selon l'OCDE (2023), les politiques mises en place pour réduire la dette suscitent des doutes quant à la capacité des gouvernements à gérer simultanément les multiples crises économiques et sociales (p. 11). Le

tableau 2 résume les principaux défis auxquels ces gouvernements doivent faire face et les conséquences potentielles de ces choix stratégiques.

Tableau N°2. Principaux défis des gouvernements

Défis	Conséquences	Exemples
Réduction de la dette	Contraction budgétaire et tensions sociales	Plans d'austérité en Grèce (2010-2015)
Montée des taux d'intérêt	Augmentation des coûts de la dette	Marchés obligataires européens (2023)
Soutenabilité à long terme	Risque de défaut de paiement	Argentine (2020)

Source : Auteur

Ce paysage macroéconomique instable redéfinit les marchés obligataires et remet en question la viabilité financière étatique (OCDE, 2023, p. 11 ; 2024b, pp. 16-19). La réduction de la dette, désormais un enjeu sensible et polarisant (Blancheton, 2022, p. 7), façonne les politiques gouvernementales et influe sur leurs choix stratégiques (Vrbka, 2016, p. 154 ; Bergh, 2022, p. 228). Pour ce faire, la gestion des crises multiples et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la dette exigent un subtil équilibre entre besoins immédiats et la soutenabilité à long terme. Toutefois, de nombreux pays manquent de capacités nécessaires pour affronter simultanément ces crises (OCDE, 2023, p. 11). Afin de mieux appréhender ces défis, une synthèse des travaux de recherche antérieurs sera présentée.

2. Synthèse des travaux de recherche sur la thématique abordée

Les recherches sur la résilience budgétaire et l'optimisation de la dette en période d'incertitude économique mettent en évidence les stratégies adoptées par les gouvernements pour faire face aux crises, tout en soulignant les limites des approches traditionnelles de gestion des finances publiques.

2.1. État des connaissances actuelles

La littérature identifie plusieurs stratégies de gestion de la dette en temps de crise. Reinhart et Rogoff (2010) démontrent que l'endettement excessif freine la croissance, tandis que Baldacci et al. (2011) sur l'importance des politiques budgétaires prudentes et des réformes structurelles pour garantir la soutenabilité de la dette. L'exemple suédois des années 1990 illustre l'efficacité des réformes budgétaires et du renforcement des institutions fiscales (Jonung, 2009). Par ailleurs, l'Australie a favorisé l'approche budgétaire flexible lors des crises de 2008 et 2020, facilitant une reprise économique rapide (OCDE, 2023). Les organisations internationales,

telles que le FMI (2023) et l'OCDE (2024), recommandent une meilleure coordination entre politiques monétaires et budgétaires, ainsi que la transparence et la participation citoyenne comme leviers de résilience financière.

2.2. Limites des travaux existants

Malgré ces analyses, plusieurs lacunes demeurent. La majorité des chercheurs se concentrent sur les pays développés, laissant de côté les économies émergentes (Bulow et al., 2020). Si la gestion budgétaire du Canada et de l'Australie est bien documentée, les cas du Brésil et de la Côte d'Ivoire restent peu explorés, malgré des défis budgétaires spécifiques. De plus, les recherches sur l'impact de la dette publique sur la croissance (Balsalobre-Lorente et al., 2024 ; Alessandria et al., 2023) prennent rarement en compte la flexibilité institutionnelle et l'adaptabilité des politiques publiques en période de crise. Enfin, bien que la gouvernance transparente soit souvent mentionnée, le rôle de la participation citoyenne dans la résilience budgétaire reste insuffisamment étudié (Ekra, 2025).

2.3. Pertinence de l'article

Cet article comble ces lacunes en adoptant une approche comparative entre le Brésil, le Canada et la Côte d'Ivoire. Il analyse de manière contextualisée des stratégies de gestion de la dette en période d'incertitude et explore le rôle de la flexibilité institutionnelle et de l'adaptabilité des politiques budgétaires, des aspects rarement approfondis. En s'inspirant d'exemples historiques comme la Suède des années 1990 et l'Australie face aux crises récentes, il propose des recommandations concrètes pour renforcer la résilience budgétaire et préserver la stabilité financière. En définitive, il met en lumière le lien entre transparence budgétaire, participation citoyenne et soutenabilité de la dette, offrant ainsi une perspective enrichie sur les leviers d'une gouvernance budgétaire efficace. La section suivante présente les théories et concepts clés.

3. Fondements théoriques et concepts clés

En s'appuyant sur la théorie de la résilience institutionnelle et les concepts de gouvernance adaptative, cet article adopte une approche multidimensionnelle pour analyser la gestion de la dette en période d'incertitude. Ce cadre théorique permet d'éclairer les dynamiques institutionnelles et d'orienter des recommandations en faveur d'une gouvernance flexible et réactive. En intégrant l'ajustement, la transparence et la participation citoyenne, l'analyse met en évidence les leviers stratégiques favorisant une résilience budgétaire durable.

3.1. Théorie de la résilience institutionnelle (TRI)

La TRI analyse la capacité des institutions à s'adapter aux crises économiques, sanitaires et géopolitiques (Holling, 1973 ; Berkes, Colding & Folke, 2008), et éclaire les mécanismes

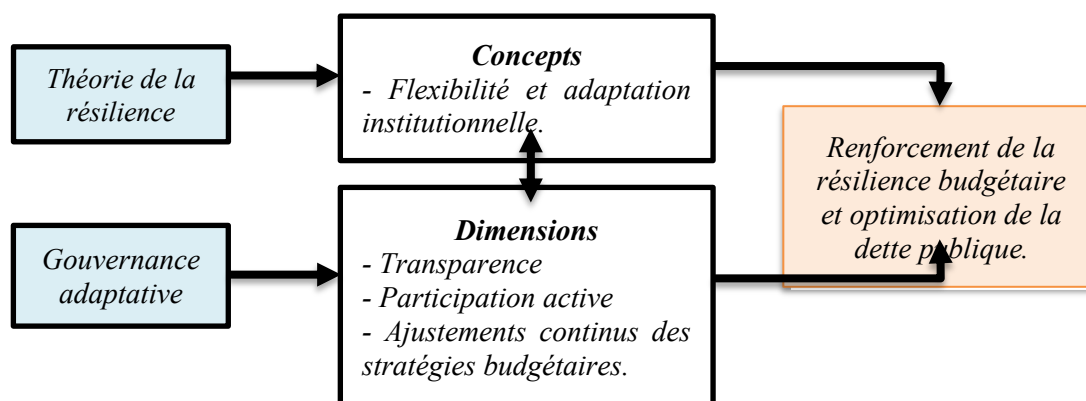
d'apprentissage et d'ajustement institutionnel qui renforcent la stabilité financière en période de turbulence (Walker et al., 2004). L'exploration des réponses à la crise financière de 2008 et à la pandémie de COVID-19 met en évidence des stratégies efficaces de réorganisation limitant l'impact des chocs économiques (Folke, 2006). En s'appuyant sur ces travaux, cet article examine la manière dont les gouvernements conçoivent des politiques flexibles et adaptatives pour atténuer les effets des crises. Il souligne l'importance de la gouvernance adaptative et l'apprentissage institutionnel comme leviers stratégiques d'une gestion budgétaire résiliente.

3.2. Approche de gouvernance adaptative

La gouvernance adaptative repose sur une gestion flexible et réactive des politiques publiques face aux incertitudes économiques. Elle s'articule autour de trois dimensions essentielles : transparence, participation active des parties prenantes et ajustement stratégique des politiques budgétaires (Ansell & Gash, 2008 ; McIlwain et al., 2023). Ce concept permet d'analyser comment les gouvernements ajustent leurs décisions en fonction des évolutions économiques et des pressions externes, en intégrant les interactions entre acteurs politiques, institutions publiques et marchés financiers (Emerson & Nabatchi, 2015). Ansell et Gash (2008), ainsi que Berkes, Colding et Folke (2008), soulignent la nécessité d'une gestion adaptative pour renforcer la résilience institutionnelle face aux perturbations. Leur approche met en avant l'intégration des connaissances locales et institutionnelles pour améliorer l'efficacité des politiques économiques. De plus, Ostrom (2010) démontre que des structures décentralisées et flexibles facilitent une meilleure gestion des ressources publiques, enrichissant ainsi l'analyse de la gouvernance adaptative.

3.3. Synthèse des fondements théoriques et conceptuels

Figure N°1. Fondements théoriques et conceptuels



Source : Auteur

4. Méthodologie

Une méthodologie qualitative, fondée sur des données issues de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE et de l'International budget partnership (IBP), permet d'examiner les stratégies gouvernementales de résilience budgétaire et d'optimisation de la gestion de la dette en période d'incertitude (Creswell & Clark, 2017). L'approche comparative par études de cas (Gerring, 2006) éclaire la diversité des réformes étatiques face aux crises, avec un échantillonnage contrasté incluant le Brésil, le Canada et la Côte d'Ivoire, sélectionnés pour leurs dynamiques budgétaires distinctes (Seawright & Gerring, 2008). La période d'analyse (2019-2013) couvre les ajustements budgétaires induits par la crise de la COVID-19. Les données, issues de sources officielles (Banque mondiale, FMI, OCDE) et des indices de transparence budgétaire de l'IBP (2019, 2021, 2023), sont évaluées sur une échelle de 0 à 100, où un score supérieur à 61 indique une transparence significative. L'analyse documentaire mobilise des rapports gouvernementaux et des travaux académiques sur la gestion de la dette en période de crises (Stiglitz, 2010), tandis que l'analyse de la flexibilité institutionnelle s'appuie sur des cas, comme la Suède des années 1990 (Erixon, 2015) et l'Australie lors des crises de 2008 et 2020 (O'Brien, 2009 ; Bozorgmehr, Zick & Hecker, 2022). La fiabilité des conclusions repose sur une triangulation méthodologique croisant sources officielles et études de cas, offrant une analyse approfondie des mécanismes de résilience budgétaire et de gouvernance adaptative (Yin, 2018).

5. Analyses et interprétations des résultats

L'analyse des défis économiques et gouvernementaux met en évidence la complexité croissante de la gestion de la dette en période d'instabilité. Les crises récentes ont accentué l'endettement public, fragilisé la transparence budgétaire et restreint la participation des parties prenantes aux décisions financières. Cette section explore l'évolution de la dette, les fluctuations des scores de transparence budgétaire et l'implication des acteurs dans la gouvernance budgétaire entre 2019 et 2023 au Brésil, au Canada et en Côte d'Ivoire.

5.1. Dette, transparence et participation : Enjeux croisés

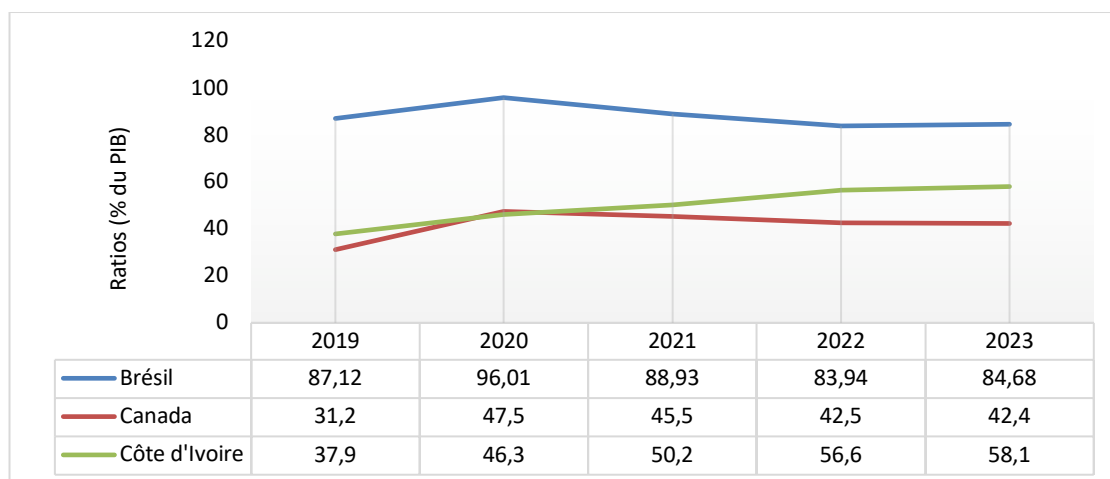
L'évolution de la dette, la transparence budgétaire et la participation des parties prenantes au Canada, au Brésil et en Côte d'Ivoire entre 2019 à 2023 souligne l'importance de la résilience institutionnelle et de la gouvernance adaptative dans la gestion de la dette en période de crise. Les pays ayant mis en place des mécanismes de gouvernance flexibles et participatifs ont mieux absorbé les crises et préservé une relative stabilité budgétaire (Banque mondiale, 2024).

5.1.1. Évolution de la dette publique

Tendances générales

La dette analysée dans cet article englobe les obligations contractuelles du gouvernement envers ses créanciers, incluant les engagements domestiques et externes sous forme de devises, titres et prêts (Banque mondiale, 2024). Exprimée en pourcentage du PIB, elle sert d'indicateur clé de la soutenabilité des finances publiques (OCDE, 2024a).

Graphique N°1. Tendances de la dette publique (2019-2023)



Sources : Ministère des finances de Côte d'Ivoire (2024) ; Ministère des finances du Canada (2024) et Ministère des finances du Brésil (2025)

- **Brésil : Une trajectoire marquée par la volatilité.** En 2019, la dette représentait 87,12 % du PIB, avant de grimper à 96,01 % en 2020 sous l'effet de la COVID-19 (FMI, 2025). Des ajustements budgétaires ont ensuite permis de la ramener à 84,7 % en 2023 (OCDE, 2024).
- **Canada : Choc pandémique suivi d'un ajustement progressif.** La dette est passée de 31,2 % du PIB en 2019 à 47,5 % en 2020 sous l'impact de la crise sanitaire (Ministère des Finances du Canada, 2023), avant de se réduire progressivement à 42,4 % en 2023, malgré une reprise encore fragile (Banque du Canada, 2025).
- **Côte d'Ivoire : Une accumulation rapide de la dette.** Le ratio dette/PIB a bondi de 37,9 % du PIB en 2019 à 58,1 % en 2023 (Ministère du budget de Côte d'Ivoire, 2024), porté par une politique d'investissement public ambitieuse et un recours accru à l'endettement extérieur (FMI, 2023).

Incertitudes macroéconomiques et vulnérabilité

- **Chocs externes et vulnérabilité financière.** Le Brésil a été confronté à une volatilité des prix des ressources naturelles, influençant ses recettes fiscales et sa capacité à stabiliser

sa dette (FMI, 2023). De son côté, le Canada a subi l'impact des tensions économiques mondiales, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des taux d'intérêt, affectant le service de la dette. Quant à la Côte d'Ivoire, elle est fortement dépendante du financement extérieur et reste vulnérable à la volatilité des taux de change (Banque mondiale, 2024).

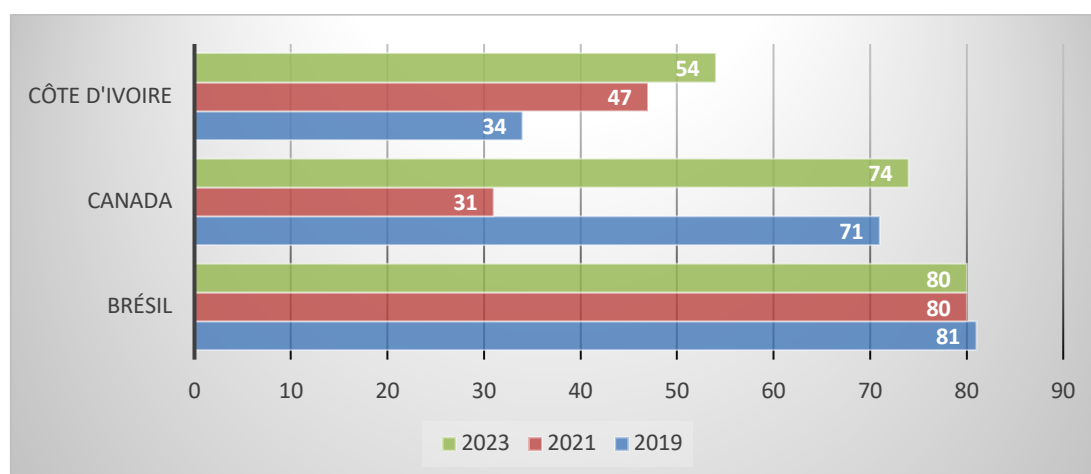
- **Politiques monétaires et coût du service de la dette.** Au Canada, l'augmentation des taux d'intérêt adoptée par la Banque du Canada a rendu le coût du service de la dette plus onéreux, limitant les marges de manœuvre budgétaire. De même, au Brésil, la hausse des taux directeurs pour contenir l'inflation a renchérit le coût du service de la dette. En Côte d'Ivoire, bien que la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ait maintenu une politique monétaire accommodante pour atténuer les effets de la dette, elle reste un risque (Banque Africaine du Développement, 2024).

L'analyse des ratios dette-PIB révèle des trajectoires divergentes : tandis que le Brésil et le Canada amorcent une stabilisation post-COVID, la Côte d'Ivoire poursuit une accumulation rapide de la dette, posant la question de sa soutenabilité. La résilience budgétaire de ces États sera déterminante pour garantir une gestion efficace et durable de leurs finances publiques.

5.1.2. Scores de transparence budgétaire

L'évolution de la transparence budgétaire entre 2019 et 2023 au Brésil, au Canada et en Côte d'Ivoire met en lumière des dynamiques contrastées en matière de résilience institutionnelle et de gouvernance adaptative. Cette section expose les indices de transparence de ces pays.

Graphique N°2. Évolution des scores de transparence budgétaire (2019-2023)



Sources : International Budget Partnership (2019, 2021, 2023)

- **Brésil : Stabilité et résilience institutionnelle.** Avec un score de transparence de 81 en 2019, légèrement réduit à 80 en 2021 et 2023, le Brésil conserve un niveau élevé de

transparence. Cette constante reflète une résilience institutionnelle, où les mécanismes de divulgation d'informations financières restent solides malgré les pressions. Cela traduit une capacité des institutions à préserver l'accès à l'information budgétaire, un levier essentiel pour la confiance et la responsabilité publique (FMI, 2024 ; IBP, 2019, 2021, 2023).

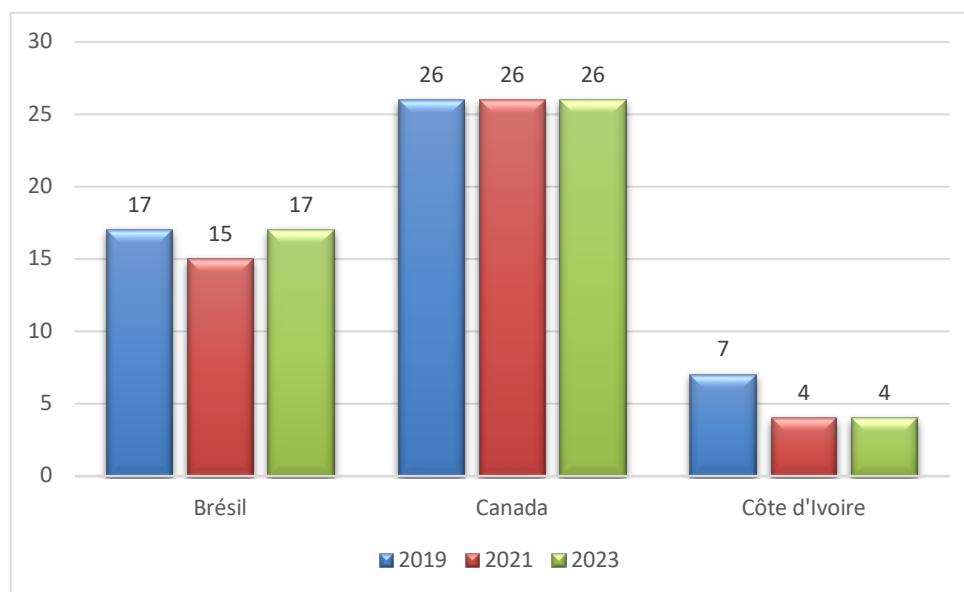
- **Canada : Choc temporaire et une adaptation rapide.** Le Canada suit une trajectoire plus instable, avec un score de 71 en 2019, une chute brutale à 31 en 2021, avant un redressement à 74 en 2023. L'effondrement de 2021 coïncide avec la crise sanitaire, durant laquelle des documents budgétaires clés n'ont pas été publiés. Cependant, la remontée en 2023 témoigne une gouvernance adaptative efficace : les autorités ont rapidement corrigé les déficits de transparence, rétablissant la publication des données financières et assurant un retour à un niveau supérieur au seuil acceptable (IBP, 2019, 2021, 2023).
- **Côte d'Ivoire : Une progression continue mais insuffisante.** La Côte d'Ivoire affiche une amélioration constante, passant de 34 en 2019 à 47 en 2021, puis à 54 en 2023. Cette progression témoigne d'efforts, mais le pays reste en deçà du seuil acceptable de 61. Cela indique une gouvernance adaptative en cours, où des réformes progressives permettront une meilleure publication des documents budgétaires. Cependant, des défis persistent, notamment en matière d'accès à l'information (IBP, 2019, 2021, 2023).

L'article met en évidence le rôle central de la résilience budgétaire et la gouvernance adaptative dans la transparence des finances publiques et la consolidation de la confiance citoyenne. L'analyse montre que : 1) - le Brésil illustre une résilience budgétaire forte, maintenant une transparence stable malgré les pressions économiques et politiques ; 2) - le Canada incarne une gouvernance adaptative efficace, capable de restaurer rapidement la transparence après une crise majeure ; et 3) - la Côte d'Ivoire progresse mais demeure en transition, nécessitant des réformes supplémentaires pour atteindre un niveau de transparence budgétaire satisfaisant.

5.1.3. Scores de participation des parties prenantes

L'implication des parties prenantes à chaque étape du processus budgétaire constitue un pilier essentiel de la gouvernance adaptative et de la résilience budgétaire.

Graphique N°3. Évolution des scores de participation du public (2019-2023)



Sources : International Budget Partnership (2019, 2021, 2023)

- **Brésil : Une participation marginale et stagnante.** Le Brésil affiche des scores de participation faibles et relativement stables : 17 en 2019, 15 en 2021 et 17 en 2023. Cette stagnation traduit une résilience limitée en matière d'engagement des parties prenantes, révélant l'absence de mécanismes de consultation structurés. Ce décalage souligne une gouvernance dominée par des processus décisionnels technocratiques, où l'implication citoyenne reste marginale (IBP, 2019, 2021, 2023).
- **Canada : Une stabilité à un niveau modéré.** Le Canada maintient un score constant de 26 sur la période étudiée, indiquant une participation limitée. L'absence de variations notables souligne une certaine inertie dans les dispositifs participatifs. Cela suggère que les mécanismes d'engagement des parties prenantes ne se sont pas renforcés, révélant une gouvernance adaptative incomplète où la participation citoyenne ne figure pas comme une priorité du processus budgétaire (IBP, 2019, 2021, 2023).
- **Côte d'Ivoire : Une participation quasi inexistante.** Avec des scores de 7 en 2019, puis une baisse à 4 en 2021 et 2023, la Côte d'Ivoire affiche une participation extrêmement faible. Cette tendance descendante traduit une gouvernance où le dialogue entre l'État et les parties prenantes s'est réduit. L'absence de mécanismes inclusifs empêche les citoyens d'influencer les décisions budgétaires. Cela reflète une faible résilience budgétaire et un déficit d'adaptabilité des institutions aux exigences de redevabilité et d'inclusion (IBP, 2019, 2021, 2023).

La transparence budgétaire ne garantit pas nécessairement une participation accrue. Une gouvernance adaptative efficace repose sur des dispositifs institutionnels favorisant une interaction dynamique entre l'État et la société civile pour renforcer la résilience budgétaire et la légitimité des politiques publiques. L'analyse des trajectoires révèle des dynamiques constatées : le Brésil incarne un paradoxe où une forte transparence coexiste avec une participation faible et stagnante ; le Canada affiche une résilience institutionnelle limitée, marquée par une participation modérée mais figée, révélant un manque d'innovation démocratique ; la Côte d'Ivoire souffre d'un déficit structurel de participation, reflétant un cadre de gouvernance peu inclusif malgré des progrès en transparence. Dans un contexte d'incertitude économique et de pressions croissantes sur les gouvernements, des réformes ont été engagées. La section suivante examine les politiques publiques mises en œuvre.

5.2. Politiques de résilience budgétaire et gestion optimale de la dette

Entre 2019 et 2023, le Brésil, le Canada et la Côte d'Ivoire ont adopté des réformes budgétaires visant à renforcer leur résilience financière face à un contexte économique incertain. Ces stratégies, bien que distinctes, poursuivent des objectifs communs : maîtrise de la dette, amélioration de la transparence budgétaire et la promotion d'une participation plus inclusive.

- *Brésil : Flexibilité budgétaire et réforme fiscale*

- Nouveau cadre budgétaire (2023) : Instauration d'un plafond limitant la croissance des dépenses publiques à 2,5 % par an, en remplacement de la règle plus contraignante de 2016. Cette réforme vise à stabiliser la dette tout en maintenant une marge de flexibilité budgétaire (FMI, 2023).
- Rééquilibrage budgétaire : Réduction progressive du déficit public avec un objectif d'excédent budgétaire nul en 2025, combinant coupes ciblées dans les dépenses et une réforme fiscale visant à accroître les recettes étatiques (Finance Minister of Brazil, 2025).
- Renforcement de la transparence et de la participation : Amélioration de la divulgation des données budgétaires via des plateformes accessibles au public et promotion de la participation citoyenne (IBP, 2023).

- *Canada : Gouvernance budgétaire et ajustements fiscaux*

- Maintien de la transparence budgétaire : Restauration des pratiques de diffusion d'informations budgétaires en ligne d'avant la COVID-19, assurant un accès rapide aux documents clés et attestant la résilience institutionnelle (IBP, 2023).

- Réformes fiscales et gestion proactive de la dette : Adoption de mesures fiscales pour soutenir la relance économique, incluant une rationalisation des dépenses discrétionnaires dans certains programmes fédéraux afin de contenir l'endettement (Ministère des Finances du Canada, 2023).
- Engagement des parties prenantes : Mise en place des consultations publiques et de dispositifs permettant aux citoyens de contribuer à l'élaboration des audits, renforçant la légitimité du processus budgétaire (IBP, 2021).
- **Côte d'Ivoire : Consolidation budgétaire et croissance inclusive**
 - Programme économique et financier 2023-2026 : Mise en œuvre de réformes structurelles visant à optimiser les dépenses et à renforcer les investissements pour assurer une croissance durable et résiliente (Banque mondiale, 2023).
 - Diversification des sources de financement : Accroissement du recours aux emprunts multilatéraux et émissions d'obligations à long terme afin de réduire la dépendance aux financements à court terme et limiter l'exposition aux risques de volatilité financière (Ministère des finances de Côte d'Ivoire, 2024).
 - Avancées en transparence budgétaire et participation citoyenne : Extension de la publication des documents budgétaires, notamment le projet de budget de l'exécutif et le rapport d'exécution en milieu d'année. Des initiatives visant l'engagement citoyen dans le processus budgétaire ont été mises en place, bien que leur impact reste à consolider (IBP, 2023).

Entre 2019 et 2023, le Brésil, le Canada et la Côte d'Ivoire ont déployé des stratégies budgétaires distinctes mais convergentes vers une résilience économique accrue. Tandis que le Brésil a opté pour une flexibilité budgétaire contrôlée, le Canada a misé sur des ajustements fiscaux et une transparence renforcée. La Côte d'Ivoire, quant à elle, a privilégié la consolidation budgétaire en diversifiant ses sources de financements. Malgré ces efforts, la participation des parties prenantes reste un défi majeur dans ces pays. Une gouvernance plus inclusive s'impose pour renforcer la légitimité des politiques budgétaires et restaurer la confiance citoyenne envers les institutions publiques.

5.3. Adaptabilité et prévision dans la gestion de la dette publique

5.3.1. Réactivité des politiques budgétaires face aux crises économiques

L'adaptabilité des politiques face aux crises est essentielle pour préserver la stabilité macroéconomique. Une gestion proactive repose sur des ajustements budgétaires ciblées et des réformes fiscales équilibrées afin de mobiliser des revenus sans compromettre la croissance

(Akerlof, 2014 ; Eichenbaum, 2019). Lors de la crise financière de 2008, de nombreux États ont adopté des plans de relance combinant hausses temporaires des dépenses et baisses d'impôts pour soutenir la demande et atténuer l'impact du ralentissement économique (FMI, 2023).

5.3.2. Outils de prévision budgétaire et modélisation économique

L'anticipation des fluctuations de la dette repose sur des outils statistiques avancés et de modèles économiques permettant d'évaluer l'impact des décisions. Les modèles, tels que « Dynamic Stochastic General Equilibrium (DSGE) » et les approches en séries temporelles facilitent l'identification des tendances économiques et l'optimisation des choix budgétaires (Debrun & Jonung, 2019). Ces modèles renforcent la capacité des États à prévenir les crises et à ajuster leurs stratégies de manière proactive.

5.3.3. Suède et Australie : Modèles éprouvés de résilience et d'adaptation

Ces pays illustrent l'importance de l'adaptabilité institutionnelle dans la gestion de la dette. Après la crise bancaire des années 1990, la Suède a instauré une règle budgétaire stricte et une consolidation fiscale progressive, réduisant ainsi sa dette sans freiner la croissance (Jonung, 2009). L'Australie, quant à elle, a adopté un cadre budgétaire flexible, lui permettant d'absorber les chocs économiques successifs, notamment lors de la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19 (OECD, 2022a). Ces expériences soulignent le rôle important d'une gouvernance rigoureuse et d'outils de prévision efficaces pour assurer la soutenabilité des finances publiques.

5.4. Validation de l'hypothèse

L'hypothèse selon laquelle : « *la flexibilité et l'adaptabilité des politiques budgétaires constituent des leviers stratégiques pour une gestion efficace de la dette publique en période d'incertitude économique* » se trouve validée par les expériences des pays étudiés. Ceux-ci ont démontré qu'en temps d'instabilité, l'adaptabilité rapide des politiques est primordiale pour assurer à la fois la stabilité économique et la soutenabilité de la dette.

- **Brésil** : Face aux crises, le Brésil a ajusté ses politiques fiscales pour stimuler l'économie, tout en préservant la soutenabilité de sa dette. Cette réactivité témoigne de la flexibilité nécessaire pour gérer la dette dans un environnement incertain.
- **Canada** : Pendant la COVID-19, le Canada a augmenté ses dépenses pour soutenir les secteurs et ménages vulnérables tout en réorientant ses priorités fiscales, évitant ainsi une détérioration prolongée de la situation budgétaire. Ce réajustement immédiat a permis de gérer la dette et soutenir l'économie.
- **Côte d'Ivoire** : Face à la COVID-19, la Côte d'Ivoire a entrepris des réformes budgétaires permettant une gestion souple des dépenses et une optimisation des recettes

fiscales, garantissant la stabilité de sa dette. Ce cas illustre l'importance de l'adaptabilité dans la gestion des finances publiques en période de crises.

- **Suède** : Dans les années 1990, confrontée à une grave crise économique, la Suède a combiné réformes structurelles et ajustements fiscaux pour stabiliser sa dette. Cette flexibilité a permis de préserver la cohésion sociale et réduire le niveau d'endettement public, un exemple clé de gouvernance adaptative.
- **Australie** : Face aux chocs économiques, l'Australie a adopté une approche budgétaire flexible, augmentant ses dépenses publiques pour soutenir l'économie tout en ajustant les politiques fiscales pour éviter une aggravation de la dette.

Ces expériences suggèrent que la flexibilité et l'adaptabilité des politiques budgétaires sont des leviers stratégiques pour une gestion efficace de la dette. En renforçant la capacité des gouvernements à réagir avec agilité aux incertitudes économiques, ces approches favorisent la soutenabilité de la dette et la résilience économique. Dans cette perspective, l'article formule des recommandations ciblées.

6. Recommandations

Les recommandations offrent une feuille de route pragmatique pour améliorer la gestion de la dette tout en renforçant la résilience économique et budgétaire. Elles soulignent l'importance d'une gouvernance solide, de politiques budgétaires équilibrées et d'une transparence accrue pour assurer la soutenabilité de l'endettement. L'intégration de mécanismes participatifs et de financements diversifiés constitue aussi un levier stratégique pour limiter les vulnérabilités budgétaires et renforcer la confiance des citoyens et des investisseurs.

- **Renforcement des capacités institutionnelles** : Une gestion prudente de la dette passe par la formation continue des acteurs publics et politiques, l'adoption de technologies de suivi budgétaire et la création de cellules d'analyse économique. Une gouvernance solide améliore l'anticipation des risques et réduit l'exposition aux chocs (Acemoglu & Robinson, 2019).
- **Mise en place de politiques budgétaires équilibrées** : L'arbitrage entre politique fiscale et investissement est essentiel. Une approche budgétaire contracyclique atténue les fluctuations économiques et garantit une gestion proactive de la dette (FMI, 2022).
- **Renforcement de la transparence et de la responsabilité accrue** : La diffusion régulière des données sur l'endettement, l'application des normes comptables et l'implication des organismes indépendants, tels que les conseils budgétaires et les cours des comptes,

renforcent la confiance des citoyens et des investisseurs à l'égard des institutions publiques (OCDE, 2021).

- **Participation active des parties prenantes** : L'institutionnalisation des consultations inclusives, telles que les budgets participatifs et les comités citoyens d'examen des finances publiques, renforce la redevabilité et favorise l'adhésion aux réformes fiscales (OCDE, 2016).
- **Diversification des sources de financement** : L'émission d'obligations souveraines vertes, le recours aux prêts concessionnels et aux mécanismes d'assurance contre les crises contribue à réduire la vulnérabilité budgétaire. La coopération avec les institutions financières internationales joue un rôle dans cette stratégie (Banque mondiale, 2023).
- **Réformes structurelles pour une dette soutenable** : Une gestion efficace repose sur l'optimisation des dépenses, la lutte contre l'évasion fiscale et la modernisation des administrations. La diversification économique et l'investissement dans l'innovation permettent une croissance moins dépendante de l'endettement (Rodrik, 2018).

7. Conclusion

Dans un contexte où l'incertitude économique est devenue la norme, renforcer la résilience budgétaire et optimiser la gestion de la dette publique ne révèle plus d'une simple nécessité, mais d'un impératif stratégique. Cet article a mis en évidence les leviers essentiels : le renforcement des capacités institutionnelles, l'adoption de politiques budgétaires équilibrées, une plus grande transparence, la participation active des citoyens au processus budgétaire, la diversification des sources de financement et l'adoption de réformes structurelles. Ces éléments permettent aux États d'anticiper les crises, d'atténuer les chocs économiques et de préserver la soutenabilité des finances publiques. Toutefois, l'efficacité des stratégies repose sur une volonté politique affirmée et la capacité des gouvernements à conjuguer discipline budgétaire et flexibilité. Une gouvernance ouverte et participative est indispensable pour restaurer la confiance des citoyens et des investisseurs. Dans ce cadre, la fiabilité des données budgétaires constitue un enjeu majeur : leur manipulation à des fins politiques peut fausser l'évaluation des risques et compromettre la prise de décision. Il est donc crucial de renforcer les mécanismes de contrôle et d'encourager des évaluations rigoureuses menées par des institutions autonomes. Il ressort que la résilience budgétaire ne peut être atteinte qu'au prix d'une gestion proactive et intégrée de la dette. Plutôt que de réagir aux crises dans l'urgence, les États doivent anticiper les risques, diversifier leurs sources de financement et renforcer leur capacité d'adaptation. Cette approche leur permet d'éviter des ajustements brutaux et d'assurer une trajectoire

budgétaire soutenable à long terme. Toutefois, certaines limites doivent être prises en compte. L'hétérogénéité des contextes économiques et institutionnels des pays limite la généralisation des résultats, tandis que la difficulté d'accéder à des données budgétaires exhaustives peut restreindre la précision des analyses. De plus, l'influence des dynamiques politiques sur la mise en œuvre des réformes budgétaires reste une variable complexe à modéliser.

Les perspectives de recherche sont nombreuses. L'usage de la technologie prédictive pour affiner les prévisions budgétaires, l'analyse de l'efficacité des mécanismes d'assurance souveraine ou encore l'étude des tensions entre contraintes politiques et discipline budgétaire constituent des axes d'exploration prometteurs. Enfin, dans un monde marqué par l'instabilité, seule une gouvernance agile, ancrée dans la résilience institutionnelle, permettra aux États de concilier rigueur budgétaire et impératifs de croissance.

8. Bibliographique

[1] Akerlof, G. A. (Ed.). (2014). *What have we learned? Macroeconomic policy after the crisis*. The MIT Press.

[2] Alessandria, G., Khan, S. Y., Khederlarian, A., Mix, C., & Ruhl, K. J. (2023). The Aggregate Effects of Global and Local Supply Chain Disruptions: 2020–2022. *World Bank Group*.

[3] Ansell, C., & Gash, A. (2008). Collaborative Governance in Theory and Practice. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 18(4), 543-571.

[4] Baldacci, R., Mingozzi, A., & Roberti, R. (2011). New Route Relaxation and Pricing Strategies for the Vehicle Routing Problem. *4 O R*, 59(5), 1269-1283.

[5] Balsalobre-Lorente, D., Nur, T., Topaloglu, E. E., & Evcimen, C. (2024). The dampening effect of geopolitical risk and economic policy uncertainty in the linkage between economic complexity and environmental degradation in the G-20. *Journal of Environmental Management*, 351, 119679.

[6] Banque africaine de développement. (2024). Performances et perspectives économiques de l'Afrique. Dans *Perspectives économiques en Afrique 2024 : Impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale*. Groupe de la banque africaine de développement.

[7] Banque du Canada. (2025). *Rapport sur la politique monétaire - Janvier 2025*. 1, 1-56.

[8] Banque Mondiale. (2022). *WDR 2022 Chapitre 5*. World Bank.

[9] Banque Mondiale. (2023). Global Economic Prospects-June 2023. *Global Economic Prospects*.

- [10] Bergh, A. (2022). An All Too Successful Reform? The 1997 Overhaul of the Swedish Budget Process. Dans C. De La Porte, G. B. Eydal, J. Kauko, D. Nohrstedt, P. 'T Hart, & B. S. Tranøy (Éds.), *Successful Public Policy in the Nordic Countries* (1st Ed.). Oxford University Press Oxford.
- [11] Berkes, F., Colding, J., & Folke, C. (2008). *Navigating Social-Ecological Systems: Building Resilience for Complexity and Change*. Cambridge University Press.
- [12] Blancheton, B. (2022). *La dette publique : Ses mécanismes, ses enjeux, ses controverses*. Dunod.
- [13] Borghei Ghomi, Z., Branicki, L., Brammer, S., & K. Linnenluecke, M. (2023). Resilience in times of crisis: Lessons learnt from COVID-19, and the future resilience of businesses and society. Dans S. Russell & R. Padfield (Éds.), *A Research Agenda for Sustainability and Business*. Edward Elgar Publishing.
- [14] Bozorgmehr, K., Zick, A., & Hecker, T. (2022). Resilience of Health Systems: Understanding Uncertainty Uses, Intersecting Crises and Cross-level Interactions. *International Journal of Health Policy and Management*, 11(9), 1956-1959.
- [15] Brachetta, M., & Ceci, C. (2021). *A Stochastic Control Approach to Public Debt Management* (Version 1). arXiv.
- [16] Bulow, J., Reinhart, C., Rogoff, K., & Trebesch, C. (2020). *La pandémie de la dette : Il faut de nouvelles mesures pour améliorer la négociation des dettes souveraines*.
- [17] Creswell, J. W., & Clark, V. L. P. (2017). *Designing and Conducting Mixed Methods Research*. SAGE Publications.
- [18] Debrun, X., & Jonung, L. (2019). Under threat: Rules-based fiscal policy and how to preserve it. *European Journal of Political Economy*, 57, 142-157.
- [19] Eichenbaum, M. S. (2019). *Rethinking Fiscal Policy In An Era Of Low Interest Rates*.
- [20] Ekra, Y. G. (2025). *Réinventer la gouvernance budgétaire par la participation citoyenne*. 2(6), 1288-1299.
- [21] Emerson, K., & Nabatchi, T. (2015). Evaluating the Productivity of Collaborative Governance Regimes: A Performance Matrix. *Public Performance & Management Review*, 38(4), 717-747.
- [22] Erixon, L. (2015). Can fiscal austerity be expansionary in present-day Europe? The lessons from Sweden. *Review of Keynesian Economics*, 3(4), 567-601.
- [23] Finance Minister of Brazil. (2025). *Finance Minister: Brazil ready to reattain investment grade by 2026*.

- [24] FMI. (2024). World economic Outlook Oct 2024: Policy Pivot, Rising Threats. World Economic Studies Division.
- [25] FMI. (2025). World Economic Outlook Update, January 2025: Global Growth: Divergent and Uncertain. International Monetary Fund.
- [26] Folke, C. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253-267.
- [27] Gerring, J. (2006). *Case Study Research: Principles and Practices*. Cambridge University Press.
- [28] Griffith-Jones, S., & Tanner, T. (2016). Financial Crises and Economic Resilience: Lessons for Disaster Risk Management and Resilience Dividends. Dans S. Surminski & T. Tanner (Éds.), *Realizing the 'Triple Dividend of Resilience': A New Business Case for Disaster Risk Management*. Springer.
- [29] Holling, C. S. (1973). Resilience and Stability of Ecological Systems. *Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics*, 4(Volume 4, 1973), 1-23.
- [30] IMF. (2023, September 13). Global Debt Is Returning to its Rising Trend. IMF.
- [31] International Budget Partnership. (2019). *Open Budget Survey 2019 (7th edition)*. The International Budget Partnership (IBP).
- [32] International Budget Partnership. (2021). *Open Budget Survey 2021 (8th edition)*. The International Budget Partnership (IBP).
- [33] International Budget Partnership. (2023). *Open Budget Survey 2023 (9th edition)*. The International Budget Partnership (IBP).
- [34] International Monetary Fund. (2022a). *Fiscal Monitor, April 2022: Fiscal Policy from Pandemic to War*. International Monetary Fund.
- [35] International Monetary Fund. (2022b). *Fiscal Monitor, October 2022: Helping People Bounce Back*. International Monetary Fund.
- [36] International Monetary Fund (Ed.). (2023). *Navigating global divergences*. International Monetary Fund.
- [37] International Monetary Fund. (2024). *Fiscal monitor 2024: Putting a Lid on Public Debt: Vol. Oct. IMF Library*.
- [38] Jonung, L. (2009). *Financial Crisis and Crisis Management in Sweden. Lessons for Today*. Asian Development Bank Institute, ADBI Working Papers.
- [39] Koh, W. C., Kose, M. A., Nagle, P. S., Ohnsorge, F. L., & Sugawara, N. (2020). *Debt and Financial Crises*. World Bank Group.

- [40] Largent, Y. M. (2017). La dynamique de la dette et du déficit publics en périodes de récession et d'expansion. *Revue économique*, 68(4), 571-594.
- [41] Levy-Garboua, V., & Maarek, G. (2023). La dette publique peut-elle rester indolore?: *Revue de l'OFCE*, N° 179(4), 103-141.
- [42] Martinez Peria, M., Igan, D., Nier, E., Valencia, F., Chen, S., Biljanovska, N., & Gelos, R. (2023). *Macprudential Policy Effects*. Departmental Papers.
- [43] McIlwain, L., Holzer, J. M., Baird, J., & Baldwin, C. L. (2023). Power research in adaptive water governance and beyond: A review. *Ecology and Society*, 28(2).
- [44] McIlwain, L., Holzer, J. M., Baird, J., & Baldwin, C. L. (2023). Power research in adaptive water governance and beyond: A review. *Ecology and Society*, 28(2).
- [45] Ministère des Finances du Canada. (2023). *Statistiques de finances publiques canadiennes consolidées 2022*.
- [46] Ministère des finances du Canada. (2024). *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2023-2024*. Gouvernement fédérale du Canada.
- [47] Ministère des finances et du budget de Côte d'Ivoire. (2024). *Public debt statistical bulletin as of 30th September 2024*. Gouvernement de la république de Côte d'ivoire.
- [48] Ministère du budget de Côte d'Ivoire. (2024). *Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2024-2026 (DPBEP)*. Ministère du budget et du portefeuille de l'État.
- [49] O'Brien, J. (2009). La Crise Mondiale De La Titrisation Et La Dynamique Des Fonds Souverains. *Revue d'économie financière*, 291-303.
- [50] OCDE. (2023). *Panorama des administrations publiques 2023*. OECD.
- [51] OCDE. (2024a). *Rapport Sur la Dette Mondiale 2024 : Les marchés obligataires dans un contexte de dette élevée (1st éd)*. Organization for Economic Cooperation & Development.
- [52] OCDE. (2024b). *Rapport sur la dette mondiale 2024 : Les marchés obligataires dans un contexte de dette élevée*. Éditions OCDE.
- [53] OECD. (2016). *Open Government: The Global Context and the Way Forward*. OECD.
- [54] OECD. (2021). *Budgeting and public expenditures in OECD countries*. *OECD Journal on Budgeting*, 21(1), 1-172.
- [55] OECD. (2022a). *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2: Preliminary version*. OECD.
- [56] OECD. (2022b). *Tax Policy Reforms 2022: OECD and Selected Partner Economies*. Organization for Economic Co-operation and Development.

- [57] OECD. (2023). Development Co-Operation Report 2023 (1st ed). Organization for Economic Cooperation & Development.
- [58] OECD. (2024). Global Debt Report 2024: Bond Markets in a High-debt Environment. OECD.
- [59] Ostrom, E. (2010). Polycentric systems for coping with collective action and global environmental change. *Global Environmental Change*, 20(4), 550-557.
- [60] Reinhart, C.M., and Rogoff, K.S. 2010. Growth in a Time of Debt. *American Economic Review* 100 (2): 573-78.
- [61] Rodrik, D. (with JSTOR (Organization)). (2018). *Straight talk on trade: Ideas for a sane world economy*. Princeton University Press.
- [62] Seawright, J., & Gerring, J. (2008). Case Selection Techniques in Case Study Research: A Menu of Qualitative and Quantitative Options. *Political Research Quarterly*, 61(2), 294-308.
- [63] Stiglitz, J. E. (2010). *Freefall: America, free markets, and the sinking of the world economy* (Pbk. ed). W. W. Norton & Co.
- [64] Stiglitz, J. E. (2019). *People, power, and profits: Progressive capitalism for an age of discontent* (First Edition). W. W. Norton & Company.
- [65] Toth, P., Tkacova, A., Gavurova, B., & Pechova, V. (2022). Determinants of public debt in EU countries. *Polish Journal of Management Studies*, 25(1), 406-424.
- [66] Vrbka, J. (2016). Predicting Future GDP Development by Means of Artificial Intelligence. *Littera Scripta*, 9(3).
- [67] Walker, B., Holling, C. S., Carpenter, S. R., & Kinzig, A. P. (2004). Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems. *Ecology and Society*, 9(2), art5.
- [68] World Bank. (2022). *World Development Report 2022: Finance for an Equitable Recovery*. The World Bank.
- [69] World Bank. (2023). *Debt sustainability analysis: Policy frameworks and strategies*. The World Bank.
- [70] World Bank. (2024). *International Debt Report 2024*. World Bank.
- [71] Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods* (Sixth edition). SAGE.